

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 28/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HUTTENES ALBERTUS FRANCE**

ZI de Pont-Brenouille  
BP 309  
60700 Pont-Sainte-Maxence

Références : IC-R/472/25-AL/SL  
Code AIOT : 0005101473

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furanique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits. Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18/06/2013. Le site est classé SEVESO seuil Haut.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	PC 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
10	PC 10 : Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	PC 11 : Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 21/03/2019, article 6.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	PC 12 : Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 21/03/2019, article 6.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	PC 13 : Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 21/03/2019, article 6.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	e				
15	PC 15 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 9.2.1.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
17	PC 17 : Porter à connaissance	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 1.6.1 Annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	/	Sans objet
2	PC 2 : Recensement des équipements soumis au PM2I (LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
3	PC 3 : Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	PC 4 : Modalités de suivi des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	réservoirs			
5	PC 5 : Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
7	PC 7 : Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
8	PC 8 : Dossiers équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Levée de mise en demeure
9	PC 9 : Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 21/03/2019, article 5	/	Sans objet
14	PC 14 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 9.2.1.1	/	Sans objet
16	PC 16 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 18/06/2013, article 9.2.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater qu'une non-conformité relevée dans la mise en demeure du 20/02/2025 n'a pas été corrigée. Il s'agit de la mise en place d'un dossier contenant un état initial complet et de la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de la tuyauterie de gaz naturel n°2.

Il est donc proposé à monsieur le Préfet un projet d'astreinte administrative.

Par ailleurs, la visite a permis de mettre en avant une non-conformité portant sur la vitesse minimale d'éjection du conduit n°1.

Il est donc proposé à monsieur le Préfet de mettre la société en demeure de respecter les dispositions associées.

Enfin, plusieurs demandes de justificatifs ont été demandées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PC 1 : Recensement des équipements soumis au PM2I

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none"><li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li><li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li><li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li></ul>
<b>Constats :</b>  <u>Inspection du 28 novembre 2024 :</u> Il avait été demandé à l'exploitant de prendre en compte la modification des mentions de dangers des produits/substances dans le cadre du suivi PMII de ses équipements. Il devait transmettre une mise à jour de son recensement après avoir réalisé cette vérification.  <u>Courriel du 30 janvier 2025 :</u> L'exploitant mentionne avoir intégré les mentions de danger dans le DOQ 518. Il précise que ce document permet d'avoir toutes les informations concernant les données techniques des réservoirs ainsi que leur contenus.  <u>Inspection du 21 octobre 2025 :</u> L'exploitant a présenté le DOQ 518. Ce document recense les réservoirs du site avec leurs caractéristiques (volumes, mentions de dangers, type de produit...). L'exploitant a également présenté le DOQ 197 "Evaluation QHSE". Ce document intègre le fait de suivre les modifications des mentions de dangers des produits/substances dans le cadre du suivi PMII.  L'exploitant a présenté le recensement des équipements suivis au titre du PMII. Il n'y a pas eu de nouveau réservoir soumis suite à la vérification demandée lors de la visite du 28 novembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : PC 2 : Recensement des équipements soumis au PM2I (LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I - LI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</li> <li>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</li> </ol> <p>II.-Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 24 novembre 2024 :</u></p> <p>Il avait été demandé de revoir les critères d'exclusion pour le réservoir n°13 de phénol. Ce réservoir avait été exclu car contenant un solide fondu. Les critères d'exclusion pour le réservoir n°13 de phénol n'était pas corrects. Il s'agit d'un produit liquide mais dont les mentions de danger ne sont pas visées par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p> <p><u>Inspection du 21 octobre 2025 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le DOQ 1502 "recensement des équipements visés par le PMII". Les critères d'exclusion du réservoir n°13 ont été revus. L'exploitant a retiré du suivi le réservoir n°3 qui ne contient plus de nonylphénol (cf PC 3).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : PC 3 : Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2025</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

**Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025 :**

La société HUTTENES ALBERTUS exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur la commune de Pont-Sainte-Maxence (60) est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles 4.2, 4.3 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour le réservoir n°3 en disposant d'un dossier contenant :

- un état initial complet de l'équipement (en rajoutant notamment l'épaisseur minimale, la date et les résultats des mesures réalisées sur le réservoir, les réparations et modifications éventuelles, les incidents éventuels) ;

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :****Inspection du 24 novembre 2024 :**

Il avait été constaté que l'état initial du réservoir n°3 (contenant du nonylphénol) n'était pas complet. Il avait été demandé un état initial complet de ce réservoir par arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025.

**Courrier du 20 août 2025 :**

L'exploitant a déposé un porter à connaissance concernant le stockage de nonylphénol. Il y est mentionné que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première en contenant mobile de 1000 litres et que par conséquent le réservoir n°3 n'est plus suivi au titre du PMII.

**Inspection du 21 octobre 2025 :**

Lors de la visite, il a été constaté que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première dans des conteneurs IBC.

Le réservoir n°3 n'est plus utilisé pour ce type de stockage et n'est donc plus suivi au titre du PMII (cf PC 17).

De ce fait, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 20 février 2025 peut être abrogé.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : PC 4 : Modalités de suivi des réservoirs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2025

**Prescription contrôlée :**

[...]

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

[...]

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025 :

La société HUTTENES ALBERTUS exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur la commune de Pont-Sainte-Maxence (60) est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles 4.2, 4.3 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour le réservoir n°3 en disposant d'un dossier contenant :

- un plan d'inspection qui définit l'étendue des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des écarts constatés lors des différentes inspections et décision d'éventuelles actions correctives ;

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Inspection du 24 novembre 2024 :

Il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas de plan d'inspection pour les visites de routine du réservoir n°3 et que la fréquence annuelle pour la visite de routine n'était pas respectée.

Il avait été demandé la formalisation d'un plan d'inspection pour les visites de routine et la réalisation d'une visite de routine pour le réservoir n°3 par arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025.

Courrier du 20 août 2025 :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance concernant le stockage de nonylphénol. Il y est mentionné que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première en contenant mobile de 1000 litres et que par conséquent le réservoir n°3 n'est plus suivi au titre du PMII.

Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors de la visite, il a été constaté que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première dans des conteneurs IBC.

Le réservoir n°3 n'est plus utilisé pour ce type de stockage et n'est donc plus suivi au titre du PMII. De ce fait, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 20 février 2025 peut être abrogé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : PC 5 : Recensement des équipements soumis au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation

de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

#### **Constats :**

##### Inspection du 24 novembre 2024 :

Il avait été constaté que la tuyauterie de gaz naturel n°3 avait été condamnée et n'était plus suivie au titre du PMII.

L'exploitant devait remettre à jour le fichier de recensement des équipements visés par le PMII (document intitulé "DOQ 1502") conformément à la procédure « CQ.SYPM 03 ».

##### Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son fichier de recensement DOQ 1502. Ce dernier a bien été mis à jour. Deux tuyauteries sont dorénavant suivies au titre du PMII (tuyauterie de gaz naturel n°1 et tuyauterie de gaz naturel n°2).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : PC 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités

##### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2025

##### **Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une

méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025 :

La société HUTTENES ALBERTUS exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur la commune de Pont-Sainte-Maxence (60) est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour la tuyauterie de gaz naturel n°2 en disposant d'un dossier contenant :

- un état initial complet de l'équipement (en rajoutant les caractéristiques de construction (PN, température et pression maximales admissibles, isolants, codes ou normes, épaisseurs minimales...) et les éléments relatifs aux interventions (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles) ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées ;

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Inspection du 24 novembre 2024 :

Il avait été constaté que l'état initial de la tuyauterie de gaz naturel n°2 n'était pas complet et que l'exploitant ne respectait pas totalement le plan d'inspection pour cette même tuyauterie.

Il avait été demandé de disposer d'un dossier contenant un état initial complet et de la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'équipement pour la tuyauterie de gaz naturel n°2 par arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025.

Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors de la visite, l'exploitant a mentionné ne pas avoir réalisé de plan d'inspection ni de nouvelle visite en lien avec le plan d'inspection.

L'exploitant a présenté un bon de commande du 20 octobre 2025 concernant la mise à jour des plans d'inspection pour les tuyauteries par la société Bureau Veritas.

L'exploitant a également présenté l'offre technique et commerciale du 17 octobre 2025 s'y référant. Il y est mentionné que la livraison des plans d'inspection est prévue une semaine après la réunion de travail qui doit se tenir fin novembre/début décembre 2025.

L'exploitant s'est engagé à fournir les éléments demandés dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure courant décembre 2025.

**Non-conformité n°1 :** Pour la tuyauterie de gaz naturel n°2, l'exploitant ne dispose toujours pas d'un dossier contenant :

- un état initial complet de l'équipement (en rajoutant les caractéristiques de construction (PN, température et pression maximales admissibles, isolants, codes ou normes, épaisseurs minimales...) et les éléments relatifs aux interventions (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles) ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Du fait des engagements de l'exploitant, il est proposé une astreinte avec sursis à exécution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**N° 7 : PC 7 : Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/05/2025

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses

caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025 :

La société HUTTENES ALBERTUS exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur la commune de Pont-Sainte-Maxence (60) est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour la rétention et le massif associés au réservoir n°3 en disposant d'un dossier contenant :

- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
  - les résultats des contrôles et les suites données, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Constats :**

Inspection du 24 novembre 2024 :

Il avait été constaté que la fréquence pour la visite de surveillance de la rétention et du massif du réservoir n°3 n'était pas respectée.

Il avait été demandé de réaliser une visite de surveillance pour la rétention et le massif associés au réservoir n°3 par arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025.

Courrier du 20 août 2025 :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance concernant le stockage de nonylphénol. Il y est mentionné que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première en contenant mobile de 1000 litres et que par conséquent la rétention et le massif associés au réservoir n°3 ne sont plus suivis au titre du PMII.

Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors de la visite, il a été constaté que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première dans des conteneurs IBC.

Le réservoir n°3 n'est plus utilisé pour ce type de stockage et n'est donc plus suivi au titre du PMII. De ce fait, l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20 février 2025 peut être abrogé.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 8 : PC 8 : Dossiers équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossiers équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces guides définissent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;</li> <li>- les règles de réalisation de l'état initial ;</li> <li>- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;</li> <li>- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.</li> </ul> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état initial de l'équipement ;</li> <li>- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li> <li>- les interventions éventuellement menées.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées [...].</p> <p><u>Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025 :</u></p> <p>La société HUTTENES ALBERTUS exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur la commune de Pont-Sainte-Maxence (60) est mise en demeure, de respecter les dispositions des articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour la rétention et le massif associés au réservoir n°3 en disposant d'un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>• les résultats des contrôles et les suites données, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées ;</li> </ul>

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;

#### Constats :

##### Inspection du 24 novembre 2024 :

Il avait été constaté qu'aucune suite n'avait été donnée à la visite de routine du 13 avril 2023 concernant le réservoir n°3 et à la visite de routine du 5 janvier 2016 concernant la rétention et le massif associés au réservoir n°3.

Il avait été demandé de disposer d'un dossier équipement comprenant la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement et des résultats des contrôles et des suites données pour la rétention et le massif associés au réservoir n°3 par arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 février 2025.

##### Courrier du 20 août 2025 :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance concernant le stockage de nonylphénol. Il y est mentionné que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première en contenant mobile de 1000 litres et que par conséquent la rétention et le massif associés au réservoir n°3 ne sont plus suivis au titre du PMII.

##### Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors de la visite, il a été constaté que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première dans des conteneurs IBC.

Le réservoir n°3 n'est plus utilisé pour ce type de stockage et n'est donc plus suivi au titre du PMII. De ce fait, l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20 février 2025 peut être abrogé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 9 : PC 9 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/03/2019, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un plan des émissaires faisant notamment apparaître les installations raccordées, les caractéristiques techniques des points de rejet et les dispositifs de traitement. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

N° de conduit	Installation de traitement	Installations raccordées	Emplacement
1	Colonne d'abattage	Évents des réacteurs (exhaure de procédé)	Atelier résines



2	Dépoussiéreur FIC1	Trémies, mélangeurs, ...	Atelier noir
3	Dépoussiéreur FIC2	Trémies, mélangeurs, ...	Atelier noir
4	Dépoussiéreur FIB1	T r a n s p o r t s pneumatiques, affineurs, ...	Atelier noir
5	Dépoussiéreur FIB2	T r a n s p o r t s pneumatiques, affineurs, ...	Atelier noir
6		Sécheur	Atelier noir
7		Chaudière au gaz 1473 kW	Chaufferie 'PSM1'
8		Chaudière au gaz 1471 kW	Chaufferie 'PSM1'
9		Chaudière au gaz 450 kW	Chaufferie eau chaude
10		Groupe électrogène	Local groupe

#### Constats :

##### Inspection du 6 juillet 2023 :

Il avait été constaté des chapeaux sur certains émissaires. Ces derniers vont à l'encontre de la prescription permettant une bonne dispersion des polluants à savoir une vitesse minimum d'émission. Ces chapeaux devront donc être retirés.

##### Courriel du 21 décembre 2023 :

L'exploitant a transmis un devis n° DC231567 de la société VIC signé du 19 décembre 2023

concernant la remise en conformité des cheminées. L'exploitant a également transmis le bon de commande n°9030 du 21 décembre 2023.

Inspection du 21 octobre 2025 :

Il n'a pas été constaté de chapeaux sur les émissaires.

L'exploitant mentionne que les travaux ont été réalisés fin 2023/début 2024.

L'exploitant mentionne également que les installations raccordées au conduit n°2 sont à l'arrêt depuis 3 ans. Il ajoute que les installations raccordées au conduit n°6 sont à l'arrêt et en cours de démontage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°1:** il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de monsieur le Préfet toute modification réalisée sur son site avec les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : PC 10 : Prévention de la pollution atmosphérique**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/06/2013, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions générales de rejet

**Prescription contrôlée :**

	Hauteur minimum en m	Vitesse d'éjection minimale en m/s	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h
Conduits n° 1	10	5	
Conduits n° 2	10	5	2250
Conduits n° 3	10	5	1750
Conduits n° 4	10	8	3900
Conduits n° 5	10	8	3650
Conduits n° 6	10	8	25000

Conduits n° 7	14	5	2500
Conduits n° 8	14	5	4200
Conduits n° 9	16	5	600
Conduits n° 10	10	5	3700

### Constats :

#### Inspection du 6 juillet 2023 :

Il avait été constaté que les émissaires des conduits n°1, n°2 et n°5 présentait une vitesse inférieure à la prescription. L'exploitant devait expliciter les raisons de ces non-conformités et réaliser, le cas échéant, les actions nécessaires pour que la vitesse de ces équipements soit conforme aux prescriptions ou apporter les éléments montrant le respect de cette prescription par une nouvelle mesure par exemple.

#### Inspection du 21 octobre 2025 :

Pour le conduit n°1 : lors du contrôle inopiné du 8 juillet 2025 réalisé par la société IRH, la vitesse moyenne d'éjection mesurée était de 1.7 m/s pour une vitesse attendue de 5 m/s. En 2024, la vitesse mesurée lors du contrôle inopinée était de 1.9 m/s.

Un contrôle a été réalisé par la société SOCOTEC du 8 au 9 septembre 2025, la vitesse mesurée était de 1.85 m/s.

L'exploitant mentionne que la vitesse d'éjection de la colonne d'abattage est liée uniquement à la respiration des réacteurs en amont. Il n'y a pas de système de ventilation mécanique pour assurer une vitesse minimum.

**Non-conformité n°2 (fait significatif) : La vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée pour le conduit n°1 (entre 1,7 et 1,9 m/s pour une vitesse minimale attendue de 5 m/s).**

Pour le conduit n°2 : à l'arrêt depuis 3 ans (cf PC 9).

Pour le conduit n°3 : un contrôle a été réalisé par la société SOCOTEC du 8 au 9 septembre 2025, la vitesse mesurée était de 5,36 m/s.

Pour le conduit n°4 : un contrôle a été réalisé par la société SOCOTEC du 8 au 9 septembre 2025, la vitesse mesurée était de 9,39 m/s.

Pour le conduit n°5 : un contrôle a été réalisé par la société SOCOTEC du 8 au 9 septembre 2025, la vitesse mesurée était de 10,99 m/s.

Pour le conduit n°6 : à l'arrêt et en cours de démontage (cf PC 9).

Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir les éléments attestant de la vitesse d'éjection minimale pour les conduits n°7 à 10.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter la vitesse d'éjection minimale de 5 m/s pour le conduit n°1 sous 6 mois.

**Demande de justificatif n°1 :** l'exploitant transmettra les éléments attestant de la vitesse d'éjection minimale pour les conduits n°7 à 10 sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 11 : PC 11 : Prévention de la pollution atmosphérique**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/03/2019, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Exutoire de process de l'atelier résine :

L'exploitant est tenu de respecter pour l'exutoire n°1 défini à l'article 3.2.2, les valeurs limites fixées ci-dessous en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Polluant	Valeur
COV NM (kg/h)	0,1
Taux de performance en COV (% d'extraction de polluant)	60%
COV R40 halogénés (kg/h)	0,1
COV R45, R46, R49, R60 ou R61 (g/h)C	10

COV annexe III (phénol, formol) en mg/m <sup>3</sup> si leur flux dépasse 0,1 kg/h	20
--	----

L'exploitant réalise chaque année une estimation du flux annuel de COV émis selon une méthodologie qui est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Cette estimation détaille les émissions de COV à phrases de risques.

#### Constats :

##### Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors du contrôle inopiné du 8 juillet 2025 par la société IRH, il avait été constaté les résultats suivants :

- COVM : 0 kg/h ;
- taux de performance en COV : 81 % (calculé avec une concentration en entrée de 510 mgC/Nm<sup>3</sup> et en sortie en moyenne de 8,8 mgC/Nm<sup>3</sup>) ;
- COV R40 halogénés : 0 kg/h ;
- COV R 45, R46, R49, R60 ou R61 : 0 kg/h ;
- COV annexe III (phénol, formol) : 0,28 mg/Nm<sup>3</sup> et 0 kg/h.

Lors du contrôle du 8 au 9 septembre 2025 réalisé par la société SOCOTEC, il avait été constaté les résultats suivants :

- COVM : 7,3 g/h soit 0,0073 kg/h ;
- taux de performance en COV : 93,6 % ;

L'exploitant réalise un plan de gestion des solvants chaque année. L'exploitant a présenté le PGS simplifié de 2024. Cette estimation ne détaille pas les émissions de COV à phrases de risques. Le PGS global n'a pas été présenté.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°2 :** L'estimation du flux annuel de COV émis doit détailler les émissions de COV à phrases de risques. Ces éléments sont attendus sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 12 : PC 12 : Prévention de la pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/03/2019, article 6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, atelier noir

**Prescription contrôlée :**

Exutoires des installations de l'atelier noir :

Les effluents captés et traités, liés à la mise en œuvre du noir de carbone et autres pulvérulents de l'atelier de production de noir de carbone doivent présenter à l'émission à l'atmosphère (sortie FIC et FIB) des flux inférieurs à 0.84 kg/h de poussières, le débit de rejet n'excédant pas 60000 Nm<sup>3</sup>/h.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101.3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et les concentrations en polluants sont exprimées en gramme ou milligramme par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

L'exploitant est tenu de respecter pour les exutoires n°2 à 6 définis à l'article 3.2.2, les valeurs limites fixées ci-dessous en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101, 3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°2 à 5	Conduits n°6
Poussières	100	100
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>		100

**Constats :**

Inspection du 21 octobre 2025 :

Les installations raccordées aux conduits n°2 et 6 sont à l'arrêt.

Lors du contrôle réalisé du 8 au 9 septembre 2025 par la société SOCOTEC, il a été constaté les résultats suivants :

- pour le conduit n°3 : poussières : 5,6 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- pour le conduit n°4 : poussières : 0,33 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- pour le conduit n°5 : poussières : 22,01 mg/Nm<sup>3</sup>.

Les éléments permettant de statuer sur le point ci-après n'ont pas été demandés lors de la visite :  
"Les effluents captés et traités, liés à la mise en œuvre du noir de carbone et autres pulvérulents de l'atelier de production de noir de carbone doivent présenter à l'émission à l'atmosphère (sortie FIC et FIB) des flux inférieurs à 0.84 kg/h de poussières, le débit de rejet n'excédant pas 60000 Nm<sup>3</sup>/h".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°3 :** l'exploitant transmettra, sous 30 jours, les éléments permettant de statuer sur le point suivant : "Les effluents captés et traités, liés à la mise en œuvre du noir de carbone et autres pulvérulents de l'atelier de production de noir de carbone doivent présenter à l'émission à l'atmosphère (sortie FIC et FIB) des flux inférieurs à 0.84 kg/h de poussières, le débit de rejet n'excédant pas 60000 Nm<sup>3</sup>/h".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 13 : PC 13 : Prévention de la pollution atmosphérique**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/03/2019, article 6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, chaudières

**Prescription contrôlée :**

Exutoires des chaudières :

L'exploitant est tenu de respecter sur tous les exutoires des chaudières, conduits n°7 à 9, les valeurs limites fixées ci-dessous en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume :

	Valeurs
Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	5
NOx en équivalent NO <sub>2</sub> (mg/Nm)	100

SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	35
---------------------------------------	----

#### Constats :

##### Inspection du 21 octobre 2025 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport du 15 septembre 2025 pour l'entretien des chaudières par la société Clayton (conduits n°7 et 8)

Il est mentionné que :

- la concentration en NO<sub>x</sub> est de 103 mg/Nm<sup>3</sup> pour un rendement à 50% (conduit n°7) ;
- la concentration en NO<sub>x</sub> est de 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour un rendement à 40% (conduit n°8).

L'exploitant précise que la chaudière relié au conduit n°7 est une chaudière de secours, utilisé quand la chaudière relié au conduit n°8 ne fonctionne pas. Il ajoute que le rendement des chaudières est d'environ 40%.

Aucun élément n'a été présenté :

- pour les paramètres "poussières" et "SO<sub>2</sub>" concernant les conduits n°7 et 8 ;
- concernant le conduit n°9.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°4 :** l'exploitant transmettra les éléments permettant de vérifier, sous 3 mois, les valeurs limites fixées en concentration pour les paramètres suivants :

- poussières (conduits n°7 à 9) ;
- NO<sub>x</sub> (conduit n°9) ;
- SO<sub>2</sub> (conduits n°7 à 9).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 14 : PC 14 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/06/2013, article 9.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Atelier Résines – Exutoire de process

#### **Prescription contrôlée :**

Pour le rejet n°1 (Cf.repérage des rejets sous l'article 3.2.2)

Polluant	Périodicité
----------	-------------



COV NM (kg/h)	Annuelle
Taux de performance en COV (% d'extraction de polluant)	Annuelle

**Constats :**

Inspection du 21 octobre 2025 :

Comme évoqué au point de contrôle n°11, les COV NM ont été mesurés pour la dernière fois du 8 au 9 septembre 2025 par la société SOCOTEC.

Le rendement a également été calculé lors des mesures effectuées sur cet émissaire.

Les fréquences sont respectées pour ces paramètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : PC 15 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/06/2013, article 9.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exutoires des chaudières

**Prescription contrôlée :**

Pour les rejets n°7 à 9 (Cf.repérage des rejets sous l'article 3.2.2)

Polluant	Périodicité
Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	triennale
NOx en équivalent NO <sub>2</sub> (mg/Nm)	triennale
SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	triennale

**Constats :**

Inspection du 21 octobre 2025 :

Comme énuméré au point de contrôle n°13, il n'est pas possible de statuer sur la fréquence triennale des différents paramètres sur les chaudières.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°5** : l'exploitant transmettra sous 30 jours les éléments permettant de statuer sur la fréquence des contrôles réalisés sur les chaudières (poussières, NOx et SO<sub>2</sub> pour les conduits n°7 à 9).

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 30 jours

**N° 16** : PC 16 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

**Référence réglementaire** : AP Complémentaire du 18/06/2013, article 9.2.1.3

**Thème(s)** : Risques chroniques, Exutoires des installations de l'atelier de noir de fonderie

**Prescription contrôlée** :

Pour les rejets n°2 à 5 (Cf.repérage des rejets sous l'article 3.2.2)

Polluant	Périodicité
Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	triennale

Pour le rejet n°6 (Cf.repérage des rejets sous l'article 3.2.2)

Polluant	Périodicité
Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	triennale
NOx en équivalent NO <sub>2</sub> (mg/Nm)	triennale

**Constats** :

Inspection du 21 octobre 2025 :

Comme énuméré au point de contrôle n°12, les dernières mesures effectuées sur ces paramètres ont été effectuées du 8 au 9 septembre 2025.

Les fréquences sont respectées pour ces paramètres.

**Type de suites proposées** : Sans suite

N° 17 : PC 17 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2013, article 1.6.1 Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, direction départementale des Territoires, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  <u>Courrier du 20 août 2025 :</u> L'exploitant a déposé un porter à connaissance concernant le stockage de nonylphénol. Il y est mentionné que le nonylphénol est désormais stocké dans le parc de matière première en contenant mobile de 1000 litres et que par conséquent le réservoir n°3 n'est plus suivi au titre du PMII.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande de justificatif n°6 :</b> l'exploitant complètera son porter à connaissance sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois